

CH_VB 83.595 vom 22. Juni 1984

Bundesverwaltung, 1984-06-22, DE

Quelle: https://mcp.opencaselaw.ch/entscheid/ch_vb_83.595

FR: CH_VB 83.595 du 22 juin 1984

IT: CH_VB 83.595 del 22 giugno 1984

Volltext

22. Juni 1984 N 995 Interpellation (Crevoisier)-Carobbio werke leiden unter dauernden Temperaturwechseln um OGrad Celsius, wie sie bei uns zur Winterzeit im Mittelland häufig vorkommen, mehr als unter konstanten relativ tiefen Temperaturen im Berggebiet. 5. Bis anhin haben sich in unserem Lande die Strassenunterhaltskosten den Schätzungen entsprechend verhalten. Die Luftverschmutzung hat keinen nachweisbaren Einfluss auf die Strassenunterhaltskosten. 6. Die Lebensdauer der Kunstbauten von Nationalstrassen hängt zu einem grossen Teil von den Aufwendungen für die Überwachung und den Unterhalt ab. Eine mittlere Lebensdauer von 80 Jahren stellt nach Ansicht der Fachleute eine vorsichtige Schätzung dar. Le président: Mme Mascarin n'est pas satisfaite. #ST# 84.372 Interpellation Oehler Nationalstrassen St. Gallen/Thurgau Tronçon de route nationale Arbon-Mörschwil Wortlaut der Interpellation vom 15. März 1984 Der Bundesrat wird um Auskunft über den Zeitplan der Realisierung des Nationalstrassenzubringers Arbon-Meggenhus/Mörschwil in der Region Oberthurgau/Rorschach gebeten. Ist der Bundesrat angesichts der prekären Verkehrsverhältnisse in den betroffenen Gemeinden bereit, ein allfälliges Rechtsmittelverfahren beschleunigt durchzuführen und nachher dem Ausbau vorgezogene Priorität einzuräumen? Texte de l'interpellation du 15 mars 1984 Le Conseil fédéral est prié d'indiquer quel est le calendrier des travaux de construction de la desserte de la route nationale Arbon-Meggenhus/Mörschwil (région de la Haute-Thurgovie et de Rorschach). Est-il prêt, compte tenu de la situation peu satisfaisante des communications dans les communes intéressées, à traiter rapidement un éventuel recours et à accorder ensuite à l'exécution de cet ouvrage la priorité parmi les travaux devant être réalisés d'urgence? Mitunterzeichner- Cosignataires: Segmüller, Wellauer (2) Schriftliche Begründung - Développement par écrit Im Februar 1973 hat das Eidgenössische Departement des Innern erklärt, der Autobahnzubringer Meggenhus/Mörschwil im sanktgallischen Bezirk Rorschach werde fertig erstellt. Dadurch wird lästiger und vor allem auch unnötiger Verkehr aus den Gemeinden des Oberthurgaus und den Gemeinden des Bezirkes Rorschach herausgenommen. Durch einen ausgebauten wie leistungsfähigen Autobahnzubringer kann die betroffene Bevölkerung in diesen Gemeinden auch vor unnötigen Gefahren geschützt werden, die Schulwege der Kinder werden sicherer, die Umweltbelastung kann reduziert werden. Aus diesen Gründen ist es nicht zu verantworten, dass die Autobahnausfahrt auf einer grünen Wiese endet und als planerische Fehlleistung in die Zukunft getragen wird. Auch ist nicht verständlich, warum ab den ersten Planungsarbeiten bis zur Inbetriebnahme des Anschlusses Meggenhus mehr als 30 Jahre vergehen sollen. Entscheide sind fällig, die Realisierung ist notwendig. Schriftliche Stellungnahme des Bundesrates Rapport écrit du Conseil fédéral ' Die Bereinigung des Ausführungsprojektes für den Nationalstrassenzubringer Meggenhus/Mörschwil-Arbon ist, wie dies auch für andere Nationalstrassenprojekte zutrifft, zeitraubend. Eine Beschleunigung des im Nationalstrassengesetz vorgesehenen

Projektbereinigungsverfahren, das den Betroffenen weitgehende Mitspracherechte einräumt, ist rechtlich nicht möglich. Liegt das Ausführungsprojekt für den Nationalstrassenzubringer bereinigt vor, kann mit den Bauarbeiten - entsprechend dem in jenem Zeitpunkt festzu-legenden Bauprogramm - begonnen werden. Le président: L'interpellateur est partiellement satisfait. #ST# 83.595 Interpellation (Crevoisier)-Carobbio Weltfrieden. Initiatives der Schweiz Paix mondiale. Démarche urgente de la Suisse Wortlaut der Interpellation vom 5. Oktober 1983 Findet der Bundesrat nicht, dass er unbedingt seine abwartende Haltung, wenn nicht gar seine Gleichgültigkeit, aufgeben sollte, um aktiv, vielleicht auf bescheidene Weise, etwas dafür zu tun, dass die Friedenshoffnungen der Völker sich erfüllen? Könnte er nicht in diesem Sinne verschiedene Initiativen ergreifen, die zur Entkrampfung der gegenwärtigen Situation und zur Verminderung der weltweiten Spannung beitragen würden, in der wir zurzeit leben? Texte de l'interpellation du 5 octobre 1983 Le Conseil fédéral ne juge-t-il pas urgent de sortir de son attentisme, sinon de son indifférence, et d'assurer activement, de façon peut-être modeste, les espoirs de paix des peuples du monde? Ne pourrait-il pas prendre dans ce sens diverses initiatives, qui permettraient le déblocage de la situation actuelle et réduiraient le dangereux état de tension mondiale que nous connaissons? Mitunterzeichner - Cosignataires: Carobbio, Dafflon, Forel, Herczog, Magnin, Mascarin (6) Schriftliche Begründung - Développement par écrit La tension internationale s'accroît dangereusement. Les grandes puissances, malgré les nombreuses protestations venant du monde entier (marches pour la paix, jeûne pour la vie, etc.), s'apprêtent à renforcer, en Europe, leurs arsenaux respectifs de fusées nucléaires. Le risque d'une conflagration universelle, qui n'épargnerait évidemment pas la Suisse, est de plus en plus évident. Et pourtant notre pays, faisant comme si ces menaces de destruction générale de la vie pouvaient être ignorées, se contente de se préparer militairement à une guerre «classique» en dépensant pour cela des sommes astronomiques et indécentes face aux autres besoins de l'humanité. Dans le climat actuel de guerre froide, la Suisse, en acceptant un gel temporaire des relations aériennes avec l'URSS, s'engage unilatéralement. Unilatéralement parce que, parallèlement à cette décision dont nous ne jugerons pas le bien-fondé, la Suisse n'entreprend aucune démarche visant à contribuer au rétablissement de la détente, à la démilitarisation et à la dénucléarisation de l'Europe. Or, on ne peut évidemment rien attendre des puissances nucléaires qui sont parties dans le bras de fer entre l'Est et l'Ouest. Seuls des pays non nucléarisés peuvent prendre aujourd'hui des initiatives en faveur de la paix. Pourquoi la Suisse reste-t-elle frileusement en arrière dans ce domaine? Pourquoi n'avancerait-elle pas, avec d'autres, des propositions originales pour sortir de l'engrenage de la guerre, en commençant par offrir ses bons offices pour la recherche des solutions?

Interpellation Biel 996 N 22 juin 1984 Une réponse négative à cette question confirmerait malheureusement l'impression qu'en Suisse, la prospérité des groupes économiques influents est mieux assurée par l'actuel état de tension que par une détente généralisée. Cela ne révélerait-il pas enfin une complicité objective d'un Conseil fédéral plus soucieux des intérêts immédiats des marchands de canons que de ceux à peine moins proches, notamment de la population de la Suisse, menacée dans sa simple survie par les armes de destruction massive pointées sur elle? Schriftliche Stellungnahme des Bundesrates Rapport écrit du Conseil fédéral Le Conseil fédéral ne cesse de se préoccuper de la montée des tensions internationales. Il voit dans ces tensions la cause principale de la course aux armements. Aussi estime-t-il de son devoir de contribuer à l'amélioration des relations entre Etats et au rétablissement d'un climat de confiance, dans le cadre de sa politique de

neutralité. Celle-ci constitue elle-même une contribution importante à la paix en Europe. La Suisse a toujours suivi une politique de disponibilité et de bons offices pour favoriser les contacts internationaux et la réduction des tensions entre Etats. Elle entend prendre une part active à la Conférence de Stockholm sur les mesures de confiance et de sécurité et sur le désarmement en Europe, qui a débuté le 17 janvier. Elle a dès à présent exprimé certaines idées et elle entend les traduire par des propositions formelles qu'elle souhaiterait présenter, de préférence, en association avec d'autres Etats neutres et non alignés. Notre délégation mène en ce moment (mars 1984) des conversations pour élaborer avec eux une solution commune. La Suisse apporte également sa contribution aux efforts de désarmement et de contrôle des armements entrepris dans d'autres enceintes. Elle a pratiquement adhéré à tous les traités de désarmement de portée globale et notamment au Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires. Elle participe au Groupe de travail sur les armes chimiques institué au sein de la Conférence du désarmement de l'ONU (appelé auparavant Comité du désarmement) de Genève. La Suisse a soumis à la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe un projet de système de règlement pacifique des différends qui a fait l'objet d'une rencontre d'experts à Montreux en 1978. Une seconde rencontre d'experts reprendra à ce sujet à Athènes en mars 1984. Le Conseil fédéral continuera de suivre de près l'évolution de la situation internationale, comme il l'a fait jusqu'ici. Les possibilités d'un petit Etat comme le nôtre d'agir ou d'influencer d'autres Etats sont, dans ces domaines, nécessairement limitées. Le Conseil fédéral ne manquera cependant pas, chaque fois que l'occasion se présente, de continuer de contribuer, dans la mesure de ses possibilités, à l'amélioration du climat international.

Abstimmung - Vote
Für den Antrag auf Diskussion 46 Stimmen
Dagegen 64 Stimmen #ST# 84.350

Interpellation Biel Abfallverwertung. Recycling
Recyclage des déchets
Wortlaut der Interpellation vom 12. März 1984
Der technische Fortschritt in der Abfallverwertung und Abfallbeseitigung macht so rasante Fortschritte, dass diese in der Anwendung des neuen Bundesgesetzes über den Umweltschutz (USG) bereits berücksichtigt werden können. Ist deshalb der Bundesrat bereit, von seinen Kompetenzen gemäss Artikel 30, 31 und 32, insbesondere Buchstaben c und g, raschestens Gebrauch zu machen und den weiteren Bau bzw. die Inbetriebnahme von traditionellen Kehrichtverbrennungsanlagen zu verhindern und dafür bereits am Markt erhältliche Verwertungsanlagen, die ein weitgehendes und wirtschaftliches Recycling ermöglichen, vorzuschreiben, zum Beispiel das ORFA-System kombiniert mit dem Flüssigrotteverfahren Nebiker zur Veredelung von Klärschlamm?

Texte de l'interpellation du 12 mars 1984
Les progrès techniques réalisés en matière de recyclage et d'élimination des déchets sont si rapides qu'il est déjà possible d'en tenir compte dans l'application de la nouvelle loi fédérale sur la protection de l'environnement (LPE). Le Conseil fédéral est-il disposé de ce fait à faire usage, dans les plus brefs délais, des compétences dont il dispose en vertu des articles 30, 31 et 32, notamment des lettres c et g, pour empêcher la construction ou la mise en service de nouvelles installations d'incinération des ordures du type courant, et prescrire la mise en place d'installations de traitement des déchets que l'on trouve déjà sur le marché et qui permettent d'effectuer un recyclage plus poussé et économique, par exemple le «Système ORFA» combiné au «procédé de compostage en phase liquide Nebiker» pour la mise en valeur des boues d'épuration.

Mitunterzeichner - Cosignataires: Dünki, Grendelmeier, Günter, Jaeger, Maeder-Appenzell, Müller-Aargau, Oester, Weber Monika, Weder-Basel, Widmer, Zwygart (11)
Schriftliche Begründung - Développement par écrit 1.
Noch vor 25 Jahren «produzierte» unsere Zivilisation pro Einwohner und Jahr 150 Kilogramm Kehricht, heute

aber bereits 400 Kilogramm. Dessen Vernichtung stellt uns heute vor grosse Probleme. Mit den traditionellen Anlagen kann nur ein Teil davon wiederverwertet werden. Zudem sind teure Anlagen zur Rauchgasbeseitigung der Kehrichtverbrennungsanlagen nötig. Immer grössere Probleme wirft aber auch die Klärschlambeseitigung unserer Abwasserreinigungsanlagen auf. 2. Glücklicherweise hat die Wirtschaft nicht geschlafen. Dank privater Initiativen sind heute Anlagen auf dem Markt, die ein weitgehendes - und erst noch wirtschaftlicheres - Recycling von Kehricht und Klärschlamm erlauben. Es wäre unverantwortbar, davon nicht Gebrauch zu machen, zumal der Bund mit dem neuen Umweltschutzgesetz (USG) über die erforderlichen Rechtsgrundlagen verfügt. Es wäre deshalb unverantwortlich, weiterhin Kehrichtverbrennungsanlagen zu bauen, die seinerzeit durchaus ihren Dienst getan haben, inzwischen aber technisch überholt sind, neue, schwere Umweltprobleme aufwerfen und zu deren Lösung gewaltige Kosten, unter anderem für die Rauchgasreinigung, erforderlich machen. 3. Vor kurzem sind der Öffentlichkeit neue Möglichkeiten vorgestellt worden, die wir im Dienste unserer Umwelt und unserer Finanzen nutzen sollten. Das neue ORFA-Verfahren gestattet, kombiniert mit der Veredelung von Klärschlamm nach dem Flüssigrotverfahren Nebiker, ein wirtschaftlich

Schweizerisches Bundesarchiv, Digitale Amtsdrukschriften Archives fédérales suisses, Publications officielles numérisées Archivio federale svizzero, Pubblicazioni ufficiali digitali Interpellation (Crevoisier)-Carobbio Weltfrieden. Initiativen der Schweiz Interpellation (Crevoisier)-Carobbio Paix mondiale. Démarche urgente de la Suisse In Amtliches Bulletin der Bundesversammlung Dans Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale In Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale Jahr 1984 Année Anno Band III Volume Volume Session Sommersession Session Session d'été Sessione Sessione estiva Rat Nationalrat Conseil Conseil national Consiglio Consiglio nazionale Sitzung 15 Séance Seduta Geschäftsnummer 83.595 Numéro d'objet Numero dell'oggetto Datum 22.06.1984 - 08:00 Date Data Seite 995-996 Page Pagina Ref. No 20 012 573 Dieses Dokument wurde digitalisiert durch den Dienst für das Amtliche Bulletin der Bundesversammlung. Ce document a été numérisé par le Service du Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale. Questo documento è stato digitalizzato dal Servizio del Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale.

Export aus OpenCaseLaw (CC0). Verbindlich ist allein der vom erlassenden Gericht veröffentlichte Originaltext. Quellen-URL siehe oben.